

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » - Karl Marx

15 octobre 2021

Stib

Le sommet des promesses non tenues

La 26ème grand-messe pour le climat a démarré le 31 octobre à Glasgow. Comme toujours, les chefs d'État vont promettre et jurer, main sur le cœur et larme à l'œil, qu'ils feront mieux demain. La réalité est qu'ils nous conduisent à la catastrophe.

En 2015, lors de la COP21 à Paris, ils avaient reconnu la nécessité de contenir le réchauffement pour limiter l'augmentation de la température à 1,5° C. Mis à part la Gambie, aucun État n'a tenu ses engagements, la Belgique pas plus que les autres.

Cela fait près de 30 ans que les chefs d'État se réunissent dans l'objectif de lutter contre le réchauffement climatique et 30 ans que les émissions de gaz à effet de serre ne cessent d'augmenter. Même les promesses financières destinées à aider les pays du Sud à faire face au changement climatique n'ont pas été tenues, alors que des centaines de milliards sont engloutis dans la spéculation et les grandes fortunes !

Les commentateurs appellent à « passer des paroles aux actes ». « Nous partageons la planète, alors il faut plus de coopération internationale », entend-on aussi. C'est vrai, mais les tensions entre les USA et la Chine, ou entre l'Angleterre et la France nous rappellent que tous les gouvernements placent les intérêts de leurs industriels, la course aux profits et la guerre commerciale au-dessus de tout. Ils les placent au-dessus des salaires, des droits et des conditions de vie des travailleurs. Et ils les font passer avant les considérations climatiques.

C'est ainsi qu'en Belgique, le glyphosate est toujours autorisé pour les entreprises ; que, depuis des années l'offre de trains va en diminuant, au profit du transport routier et des marchands de pétrole. Les tergiversations autour de la sortie du nucléaire, prétendument justifiées par la « sécurité énergétique », ont surtout été guidées par la protection des profits d'Engie. Et ce n'est pas fini quand on voit les récentes déclarations du MR ou de la N-VA.

Quand on voit que la Belgique est incapable d'arriver en ordre de marche à la COP26 parce que les régions se disputent sur le partage des coûts de la politique environnementale, il y a de quoi douter sérieusement de la volonté des dirigeants politiques de faire quoi que ce soit tant. Pour eux, le moindre contrôle sur les décisions des capitalistes paraît être un sacrilège.

Autrement dit, il faudrait accepter les décisions prises dans le secret des conseils d'administration des grands

groupes capitalistes qui sont les principaux pollueurs, quand bien même elles sont nuisibles pour les hommes et la planète !

Tant que les intérêts du grand patronat s'imposeront, c'est sur la population et sur les travailleurs que pèseront les sacrifices. Du matin au soir, on nous dit que « chacun est responsable » et que l'on consommerait mal et trop. Cela revient à dédouaner les responsables qui nous dirigent. Et c'est surtout une façon de nous faire payer la crise climatique avec des mesures aussi injustes que l'interdiction de rouler pour les voitures Euro 3 à Bruxelles ou l'obligation d'acheter un véhicule électrique en Flandre à partir de 2027. L'environnement y gagne beaucoup moins que les fabricants automobiles !

Si l'on veut être responsable, il faut remettre en cause l'organisation capitaliste de l'économie. Toute politique écologique se heurte à la folie de ce système et à la spéculation. Un exemple en est qu'avec la flambée actuelle du prix du gaz, le charbon devient plus compétitif pour produire de l'électricité. Les grandes puissances, qui reprochent à la Chine d'ouvrir de nouvelles centrales au charbon, sont elles-mêmes en train de relancer son exploitation. Cette année, sa part dans la production européenne d'électricité a bondi de 14% à 19%.

Alors que le MR propose la prolongation des vieilles centrales nucléaires, nous ne pouvons leur faire confiance sur la maîtrise de ce genre de production, elle aussi soumise aux lois de la rentabilité plus qu'à celles de la sécurité.

On ne sauvera pas la planète sans arrêter la course au profit et sans en finir avec ce système basé sur la propriété privée des grands moyens de production, sur la concurrence et le marché, sources d'anarchie et de gaspillage incroyable.

Cette lutte correspond aux intérêts de tous les travailleurs qui sont les premières victimes de ce système. La crise climatique et la nécessité d'y répondre ne peuvent que nous conforter dans la perspective d'exproprier les grands groupes capitalistes pour les gérer collectivement et planifier l'économie à l'échelle planétaire. C'est le seul moyen de satisfaire les besoins présents et futurs de l'humanité.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

En bref... En bref... En bref... En bref... En bref...

Grève d'octobre : l'unité est nécessaire

Suite au dépôt du préavis par la CGSLB, il y a eu grève les jeudi 27 et vendredi 28 octobre. Au métro, la direction a réquisitionné des cadres pour faire rouler les trains ! Mais si les effectifs grévistes sont restés minoritaires à peu près partout, c'est parce que la CGSLB n'a pas été suivie par la CGSP et la CSC !

Le cahier de revendications, un outil de lutte des travailleurs

Le cahier de revendications déposé en septembre par les délégués de la CGSLB met en lumière des problèmes dans toute la Stib. On y fait mention du manque de personnel, des problèmes relatifs à l'organisation et au temps de travail, des bas salaires, des pressions et de la violence au travail, de la vétusté et du manque de matériel et de l'infrastructure vieillissante et insalubre. Le cahier de revendications aurait eu une force de mobilisation plus importante s'il avait été élaboré par les délégués des trois syndicats...

La division syndicale, un obstacle à la mobilisation

La concurrence entre les organisations syndicales a empêché une large mobilisation. Les bureaucrates de la CGSP et de la CSC ont accusé les bureaucrates de la CGSLB de manipuler les travailleurs pour obtenir un permanent syndical supplémentaire. Les intérêts généraux des travailleurs exigent que les délégués dépassent les rivalités syndicales bureaucratiques !

Une grève qui n'a pas fait tache d'huile

A l'échelle de toute la Stib, la grève a surtout été bien suivie par le métro. Mais nombreux étaient les travailleurs qui n'ont pas eu connaissance du cahier de revendications. En effet, les permanents CSC et CGSP ont tout fait pour décourager leurs délégués de suivre le mouvement. Pourtant, il n'y a pratiquement aucun délégué qui est en désaccord avec les revendications !

Une grève légitime !

La direction a refusé de reconnaître la grève sous prétexte que le préavis n'était pas valable. Les règles de la concertation sociale sont toujours faites pour entraver le droit de grève qui nous est prétendument accordé et pour empêcher les travailleurs de se battre et d'améliorer leurs conditions de travail. Notre révolte est légitime et toutes nos conquêtes sociales ont été obtenues par la mobilisation !

Les codes 51 : une menace de licenciement masquée

La direction a encore une fois menacé les grévistes de codes 51. Lors de la grève de 2009 déjà, la direction a utilisé cette menace pour insinuer le doute et la peur

parmi les grévistes. En 2020, lors du mouvement du droit de retrait, elle a utilisé la même tactique. C'est une épée de Damoclès et il faut lui retirer cette arme des mains. Cela doit être une revendication des prochains mouvements.

Des méthodes répugnantes

La direction a menacé les travailleurs de ne pas signer la convention collective de travail (CCT) sur les prépensions s'ils faisaient grève. C'est du chantage que les bureaucrates de la CSC et de la CGSP ont exploité pour décrier les grévistes. C'est inacceptable !

La CCT sur les prépensions, un recul

Cela fait plus d'un an que la CCT sur les prépensions aurait dû être signée. La région et la direction invoquaient des problèmes de financement. La CCT, même si elle promet une prime pour les salariés qui continueraient à travailler, a reculé l'âge de la prépension de 2 ans. Cette régression montre à quel point la mobilisation est nécessaire.

Qui sont les vrais irresponsables ?

La direction a accusé les grévistes d'être irresponsables et de contribuer à la propagation du Covid19 en obligeant les usagers à se masser sur les quais et dans les quelques métros qui roulaient encore. Mais c'est elle qui a décidé de laisser le métro fonctionner alors que les conditions sanitaires devenaient inacceptables. En réalité, peu lui importe que les usagers soient serrés comme des sardines dans les métros, les bus ou les trams. On le voit tous les jours aux heures de pointe !

Toujours beaucoup trop d'agressions

Sur les trois dernières années, il y a eu entre 2 à 3 agressions par jour en moyenne. A ce rythme, il ne faudra pas attendre très longtemps avant qu'un accident mortel ne se reproduise. En 2012, notre collègue Ilias Tahiraj a été tué près de Tour et Taxis. Depuis, rien n'a changé fondamentalement. Pour que le nombre d'agressions diminue drastiquement, il faut un accompagnateur dans chaque bus ou tram. De plus, il n'est pas normal qu'on apprenne ces chiffres dans la presse. Il faut que les statistiques des agressions soient affichées dans les salles d'exploitation.

Demandez le journal de **La lutte**. Nos camarades le vendent à la porte des dépôts.



facebook.com/lalutte.belgique



www.lalutte.org



contact@lalutte.org



0498/44 64 72